Extraits de la conférence de presse de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, sur les questions liées à l'intégration régionale et à la sécurité suite aux changements issus du "printemps arabe" et à la Syrie, Rome le 20 février 2012.

2012-02-20

C'était une réunion tout à fait intéressante et fructueuse de notre «5+5». Nous nous demandons même si nous n'allons pas l'appeler maintenant le 10, pour bien montrer la cohésion qui est la nôtre.

Cette réunion avait une importance toute particulière avec tout ce qui s'est passé au sud de la Méditerranée. Nos échanges ont été très confiants. Nous avons décidé d'aller de l'avant et de nous réunir désormais régulièrement tous les ans. La prochaine réunion se tiendra sans doute en Mauritanie.

Nous avons aussi beaucoup parlé de l'Union pour la Méditerranée, qui nous tient à cœur et j'ai été heureux de voir qu'il y avait un consensus, une unanimité autour de la table pour relancer l'UpM sur les projets concrets que vous connaissez. Un nouveau secrétaire général a été nommé et nous allons essayer de régler les problèmes de la co-présidence.

Les projets identifiés (échange d'étudiants, l'autoroute maghrébine, de station de dessalement d'eau à Gaza, le plan solaire, les relations entre petites et moyennes entreprises) se concrétiseront, je l'espère, le plus vite possible. Bref, nous avons beaucoup de projets concrets pour donner corps à notre coopération.

Nous avons aussi beaucoup parlé de la Syrie avec la préparation de la réunion à Tunis le 24 février prochain. Nous sommes d'accord sur l'objectif qui est de soutenir le plan de la Ligue arabe, arrêter le plus vite possible les violences, la répression à laquelle le régime se livre et aussi, l'engagement d'un processus de sortie de crise qui soit un processus politique. De ce point de vue, la proposition de la Ligue arabe fait notre unanimité.

Q - (inaudible)

R - Bien évidemment pas, nous n'avons pas procédé à l'examen de chaque plan d'action mais vous savez que nous l'avons fait déjà dans le cadre du partenariat de

Deauville auquel la France est très attaché. Les États-Unis l'ont également repris à leur compte.

Nous avons donc un plan d'action pour chacun de ces pays. Les capacités financières sont considérables puisque la fourchette se situe entre 60 et 80 milliards pour l'ensemble des pays du Printemps arabe. 3,6 milliards ont déjà été décaissés. Ce n'est donc pas seulement une promesse, c'est une réalité. Nous allons continuer à travailler sur ces plans d'action.

Q - Concernant la Syrie, les différentes composantes de l'opposition doivent-ils assister à la réunion de Tunis ?

R - Nous le souhaitons et nos amis tunisiens nous ont confirmé qu'ils les avaient invitées.

Il faut aujourd'hui les pousser à s'unifier, à s'organiser et à tenir compte de toutes les sensibilités de la société syrienne. Les différentes communautés doivent aussi être représentées au sein de cette opposition, si nous voulons qu'elle devienne le partenaire du dialogue politique qui permettra de sortir de la crise.

Q - Quelle est la position de la France concernant la prise de position de l'Iran ?

R - L'Iran est très imaginatif en matière de provocation. Ce n'est pas l'Iran qui a décidé d'interrompre ses livraisons, c'est nous qui avons décidé d'interrompre nos commandes. Cela me fait un peu sourire, d'autant que les approvisionnements qui sont les nôtres en Iran sont assez marginaux par rapport à l'ensemble de nos besoins.

Je le répète, c'est l'Union européenne qui a décidé d'un embargo sur les ventes de pétrole iranien.

Q - (inaudible)

R - Nous avons fait connaissance puisque j'ai parlé au nouveau ministre. Je serai à Rabat en mars, le programme est en cours de finalisation. Les dates sont en cours d'examen mais le voyage est confirmé. Nous avons constaté la très grande convergence de vues qui est la nôtre sur bien des sujets. Je me suis réjoui aussi, comme je l'ai fait durant mon entretien avec le ministre algérien et avec le ministre tunisien, de la «réactivation» de l'Union du Maghreb arabe. Vous savez que la France souhaite depuis longtemps que les pays du Maghreb travaillent ensemble, sur le plan politique et également sur le plan économique. Dans ce domaine, des progrès très sensibles ont été faits, notamment à la réunion de Rabat.

Q - Monsieur le Ministre quelle est la position de la France au sujet des marins italiens arrêtés en Inde (inaudible) ?

R - Je nai pas dinformations suffisamment précises pour prendre position. Il faut que lenquête permette détablir ce qui sest réellement passé.

()

Q - Pour ce qui est de la Libye, la France est-elle préoccupée ?

R - Tout le monde est préoccupé, mais je ne connais pas de processus révolutionnaire qui se passe rapidement et simplement. Nous faisons confiance au bon sens du peuple libyen, qui veut aller vers la démocratie et respecter la Feuille de route qui a été fixée, et puis aux autorités libyennes et leur volonté de trouver des solutions. Il faut, cest vrai, réintégrer les milices dans larmée régulière, lutter contre cette prolifération darmes ; cest un vrai défi. Nous sommes aux côtés de la Libye.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 février 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/184588-extraits-de-la-conference-de-presse-de-m-alain-juppe-ministre-des-affa